



**ASSEMBLEE GENERALE
DU VENDREDI 4 OCTOBRE 2024 – 9 H 30**

PROCES-VERBAL

Le conseil syndical, après une seconde convocation datée du 27 septembre 2024, s'est réuni, sans condition de quorum, en séance ordinaire le Vendredi 4 Octobre à VAL DE VIRVEE sous la présidence de Monsieur Florion GUILLAUD.

MEMBRES PRESENTS :

M. MERVEILLAUT - M. FRADET - M. BIGOT - M. GRIMA - M. DUFOURGT - M. GUIJARRO - M. QUEYROI - M. DUBOUREAU - M. EYRAUD - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. MICHEL - M. MEYER - M. MIGNER - M. TABUSTEAU - M. POTIER - M. SUBERVILLE - Mme DELAGARDE - M. MARTIAL - M^{me} BOURSEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M^{me} PORTE (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAI) - M^{me} BATARD (CUBNEZAI) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M^{me} MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

M. MAUGEIN, Président honoraire

MEMBRES ABSENTS EXCUSES :

Ayant donné procuration :

M. DURANT - M. MAIRE - M. de COURNUAUD - M. VALEIX *représentant la communauté de communes du FRONSADAIS*

M. FAVRE - M. BERARD - M. MARTOS *représentant la communauté de communes du GRAND CUBZAGUAIS*

N'ayant pas donné procuration :

M. DESAGNAT - M. BARBE - M. RODRIGUEZ - M. CHIAROTTO - M. DEPRET - M. GASTEUIL - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. GARANTO - M. DUBOSCQ - M. CHOLLET-GABARD - M. DUCARRE - M^{me} ROY - M. DAILL - M^{me} DEVAL - M. DUVERGER - M. MEYNADIER - M^{me} FOURCADET - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) - M^{me} MAUBERT-SBILE - M. MALARET *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. CHERIGNY - M. PRAT - M. FERRE - M^{me} LOUBAT - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. DIDIER (CAVIGNAC) - M^{me} LAVANDIER (CEZAC) - M. TRIBOY (MARCENAI) - M^{me} LEVRANGI (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Monsieur Christophe MARTIAL, délégué, maire de la commune de VAL DE VIRVEE accueille l'assemblée puis laisse la parole au président qui ouvre la séance à 9 h 45. Il rappelle que l'assemblée initialement prévue le 27 Septembre a dû être reportée faute de quorum et précise que, s'agissant d'une seconde convocation, la règle du quorum n'est plus obligatoire.

Madame Catherine DELAGARDE déléguée représentant la *communauté de communes du Grand Cubzaguais* est désignée comme secrétaire de séance.

Le compte-rendu du Conseil Syndical du 21 Juin 2024 n'appelant aucune observation de la part des délégués est approuvé par l'assemblée.

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :

1. BUDGETS/FINANCES

- ✦ Réforme des redevances des agences de l'eau à compter du 01/01/2025
- ✦ Souscription d'un emprunt pour la réalisation de travaux d'alimentation en eau potable
- ✦ Développement urbanistique – Commune de CEZAC – Convention de projet urbain partenarial
- ✦ Affectation des résultats de fonctionnement – Exercice 2023
- ✦ Budgets supplémentaires – Exercice 2024

2. SERVICES PUBLICS DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

- ✦ Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement 2023
- ✦ Rapport d'activité 2023

3. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

- ✦ Forage de MARCENAI
- ✦ Station des BILLAUX – Réhabilitation du génie civil et amélioration du traitement - Consultation
- ✦ Déploiement du dispositif de télérelève

4. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- ✦ Mise en place d'un contrôle obligatoire des branchements en cas de mutations foncières
- ✦ Opération groupée de mise en conformité des branchements privés

5. ACTION DE COOPERATION INTERNATIONALE

- ✦ Renouvellement du partenariat avec l'association humanitaire DYNAM'EAU et l'ONG OREPSA
- Engagement de l'opération TOGO V

1. BUDGETS/FINANCES

REFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2025	Note d'information
--	--------------------

1/ Contexte de la réforme

Elle est justifiée par la nécessité d'une meilleure application du principe « pollueur-payeur » par l'intégration d'une modulation des redevances selon la performance des services d'eau et d'assainissement.

La réforme s'appliquera à compter du 01/01/2025

Les redevances de l'Agence de l'Eau sont des recettes fiscales environnementales versées par les usagers (consommateurs et préleveurs d'eau), en application des principes de prévention et de réparations des dommages causés à l'environnement (LEMA du 30 décembre 2006). Elles sont perçues auprès des utilisateurs amenés à altérer la qualité et la disponibilité de l'eau.

Le 11^{ème} programme (2019-2024) a institué trois redevances :

- ✓ Redevance pour pollution de l'eau **0,33 € HT/m³** : supprimée au 01/01/2025
- ✓ Redevance prélèvement sur les ressources en eau **0,1185 € HT/m³** : maintenue
- ✓ Redevance modernisation des réseaux de collecte **0,25 € HT/m³** : supprimée au 01/01/2025

2/ Les impacts de la réforme

La redevance prélèvement sur la ressource en eau est maintenue

Les redevances pollution domestique et modernisation des réseaux de collecte sont supprimées. Trois redevances incitatives sont créées pour s'y substituer :

- La redevance pour la consommation d'eau potable
- La redevance pour performance des réseaux d'eau potable
- La redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif

Ces trois redevances visent à inciter les gestionnaires de services d'eau et d'assainissement à améliorer leurs infrastructures

La réforme acte la suppression définitive des primes pour performance épuratoire.

3/ La création de trois nouvelles redevances

- ✓ Redevance consommation d'eau potable :

Principe général : taxation de l'utilisation d'eau potable

Redevable : tous les abonnés eau potable

Assiette : volume d'eau potable facturé à l'abonné durant l'année civile en cours

Tarifs : fixés par le conseil d'administration de chaque agence dans la limite de 1€ / m³

Facturation, encaissement et reversement : la redevance consommation eau potable de l'année N sera appliquée sur toute consommation d'eau potable facturée durant l'année N et reversée au fur et à mesure à l'Agence de l'Eau, le solde intervenant au début N+1

✓ Redevance pour la performance des réseaux d'eau potable :

Principe général : Valorisation de la maîtrise des fuites et de la connaissance de l'état du réseau (« préleveur/payeur »)

Redevables : les collectivités organisatrices de la distribution d'eau

Assiette : volume d'eau facturé au cours de l'année civile aux abonnés du service eau potable

Tarifs de base : fixés par le conseil d'administration de chaque Agence (limite de 1€/m3)

Tarifs appliqués : modulés en fonction de la connaissance patrimoniale et de la performance du réseau (rendement) de l'année N-2 (donc connus dans le courant de N-1 pour permettre à la collectivité de délibérer avant le 31/12/N-1 sur la contre-valeur à refacturer aux abonnés)

Red Perf aep N = Red base N x (1 – coef Perf réseau N-2 [0 à 0,55] – coef Perf conn patr N-2 [0 à 0,25])

Soit un abattement pouvant atteindre 80 % de la redevance maximale

La performance patrimoniale prend en compte :

- Plan des réseaux complet
- Proportion du linéaire dont les matériaux et diamètres sont connus
- Proportion du linéaire dont les dates de pose sont connues
- Existence du SIG
- Existence d'un programme pluriannuel d'actions visant à lutter contre les fuites du réseau et à planifier le renouvellement

✓ Redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif :

Principe général : valorisation de la qualité de la surveillance, de la conformité du système d'assainissement (respect des objectifs de rejet) et de l'efficacité de son exploitation

Redevables : les collectivités organisatrices du traitement des eaux usées

Assiette : volume d'eau facturé au titre de l'assainissement collectif

Tarifs de base : fixés par le conseil d'administration de chaque agence (limite à 1€ / m3)

Tarifs appliqués : modulés en fonction de l'autosurveillance, de la conformité du système d'assainissement et de son efficacité

Red Perf AC n = Red base N x (1 – coef autosurveillance [0 à 0,3] – coef conformité réglementaire [0 à 0,2] – coef efficacité [0 à 0,2])

Soit un abattement pouvant atteindre 70 % de la redevance maximale

Les collectivités organisatrices des services seront les assujetties aux redevances performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement. Elles vont devoir répercuter ces redevances sur les factures d'eau et d'assainissement sous la forme de suppléments au prix du m3 ou contre-valeurs. Ces prix seront fixés par délibération de la collectivité compétente avant le 31 décembre.

Questions/Echanges :

SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT POUR LA REALISATION DE TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE MONTANT 2.490.000 €	Délibération n° 2024/37	Adoptée à l'unanimité Présents : 26 Votants : 33 Pour : 33
---	--------------------------------	---

Le Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS-FRONSADAIS rappelle que pour financer les travaux de renouvellement de canalisations inscrits au budget 2024, service public de l'alimentation en eau potable, il est opportun de recourir à un emprunt de 2.490.000 €.

Après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2023-14 proposées par la Banque Postale,

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré, décide :

ARTICLE I

Pour financer les travaux d'alimentation en eau potable de pose de canalisations, inscrits au budget 2024, dont le plan de financement se définit comme suit :

✓ HORS TRANCHE 2024 :	
- Autofinancement.....	539.600 €
- Emprunt.....	2.490.000 €
	<hr/>
↳ Soit au total	3.029.600 €
	<hr/>

Le Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS-FRONSADAIS est invité à contracter auprès de la Banque Postale un prêt vert, finançant un projet lié à la gestion durable de l'eau et ayant les caractéristiques suivantes :

- Montant total.....: 2.490.000 €
- Score Gissler.....: 1A
- Durée.....: 25 ans
- Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/12/2049**
- Périodicité: trimestrielle
- Versement des fonds: à la demande de l'emprunteur jusqu'au 27/11/2024,
en une fois avec versement automatique à cette date
- Taux d'intérêt annuel.....: taux fixe de 3,45 %
- Base de calcul des intérêts: mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
- Mode d'amortissement.....: échéances constantes
- Remboursement anticipé.....: possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout
ou partie du montant du CRD, moyennant le
paiement d'une indemnité actuarielle
- Commission d'engagement.....: 0,10% du montant du contrat de prêt

L'emprunteur s'engage à dégager les ressources nécessaires au paiement des échéances et autorise le Comptable du Trésor à régler, à bonne date, le montant des échéances du prêt au profit de la BANQUE POSTALE.

ARTICLE II

Le Président est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus, à intervenir avec la Banque Postale.

Questions/Echanges :

SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE COMMUNE DE CEZAC APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP)	Délibération n° 2024/38	Adoptée à l'unanimité Présents : 26 Votants : 33 Pour : 33
---	--------------------------------	---

Vu les deux projets d'aménagement envisagés sur la Commune de CEZAC portant sur :

- la création de 10 logements par la SCI LA GROSSE PIERRE - parcelles AC 9, AC 10 et ZN 95
- la création de 24 logements et 5 locaux commerciaux par la SAS AMETIS - parcelles AC 235 et AC 239 ;

Vu le besoin en eau induit par ces nouveaux projets qui met en difficulté la desserte globale de la commune et ne peut pas être garanti dans la configuration actuelle du réseau d'eau potable ;

Vu qu'un renforcement de canalisation sur un linéaire d'environ 675 mètres doit être envisagé, secteur Conilh, de façon à assurer la conformité du service d'eau potable et, par conséquence, la faisabilité des projets ;

Vu que le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DU CUBZADAIS FRONSADAIS intervient sur son territoire dans le cadre de renouvellement des réseaux d'eau potable ;

Vu les conclusions de l'étude chiffrée réalisée par le CABINET D'ETUDES MERLIN, maître d'œuvre :

Opération	Caractéristiques techniques	Montant
Renouvellement	675 mètres en Ø 63	132.000 € HT
Renforcement	675 mètres en Ø 125	162.000 € HT

Vu l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme modifié par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 qui précise, d'une part, que :

« I. Dans les zones urbaines et les zones à urbaniser délimitées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents d'urbanisme en tenant lieu, lorsqu'une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction nécessitent la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements peut être conclue entre les propriétaires des terrains, les aménageurs, les constructeurs et :

« 3° [...] la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme. [...] »

Et d'autre part que :

« III.-[...] La convention peut prévoir que la contribution financière prévue à l'avant-dernier alinéa du présent III est versée directement à la personne publique assurant la maîtrise d'ouvrage des équipements publics mentionnés au troisième alinéa du présent III. »

Vu le montant du surcoût lié au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable qui s'élève à 30.000 € HT ;

Compte tenu que :

- le projet porté par la SCI LA GROSSE PIERRE – parcelles AC 9, AC 10 et ZN 95 nécessite la création de huit branchements supplémentaires ;
- le projet porté par la SAS AMETIS - parcelles AC 235 et AC 239 nécessite la création de vingt-huit branchements supplémentaires ;

soit un total de trente-six branchements supplémentaires ;

Afin de mettre à la charge de chaque opérateur foncier le montant lié à la réalisation des travaux de renforcement soit 6.667,00 € pour la SCI LA GROSSE PIERRE (8/36 X 30.000 €) et 23.333,00 € (28/36 X 30.000 €) pour la SAS AMETIS ;

Afin de fixer les modalités de participation au financement des équipements publics nécessaires à la réalisation des deux projets ;

Vu la délibération n° 2024-8 prise par le conseil municipal de CEZAC réuni le 10 septembre 2024 approuvant la convention de projet urbain partenarial établie entre la commune, la SCI LA GROSSE PIERRE et la SAS AMETIS ;

Le président dit qu'une convention de projet urbain partenarial (PUP) a été passée entre la SCI LA GROSSE PIERRE, représentée par Madame Christine HERVE et Monsieur Olivier BEAUX, en qualité de gérants associés et la SAS AMETIS, représentée par Monsieur Eric SANCHEZ, en qualité de gérant et la Mairie de CEZAC, représentée par Madame Nicole PORTE, Maire, compétente en matière de plan local d'urbanisme.

Elle prévoit le remboursement des dépenses engagées nécessaires au renforcement en eau potable directement au SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS, maître d'ouvrage des équipements publics à réaliser pour desservir les projets.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Approuve les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial passée entre la SCI LA GROSSE PIERRE, représentée par Madame Christine HERVE et Monsieur Olivier BEAUX, en qualité de gérants associés et la SAS AMETIS, représentée par Monsieur Eric SANCHEZ, en qualité de gérant et la Mairie de CEZAC, représentée par Madame Nicole PORTE, Maire, compétente en matière de plan local d'urbanisme.
2. Décide d'inscrire le montant des travaux de renforcement du réseau d'alimentation d'eau potable – secteur Conilh à CEZAC soit 162.000 € HT au budget supplémentaire du service public de l'alimentation en eau potable – Exercice 2024.
3. Accepte le remboursement par les opérateurs fonciers du surcoût lié au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable dont le montant s'élève à 30.000 €.
4. Accepte la répartition des coûts telle que mentionnée dans la convention de projet urbain partenarial établie de la façon suivante :
 - 6.667,00 € pour la SCI LA GROSSE PIERRE (8/36 X 30.000 €) représentée par Madame Christine HERVE et Monsieur Olivier BEAUX, en qualité de gérants associés
 - 23.333,00 € (28/36 X 30.000 €) pour la SAS AMETIS représentée par Monsieur Eric SANCHEZ, en qualité de gérant.
5. Autorise le président à signer tous documents utiles à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

Questions/Echanges :

SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2023	Délibération n° 2024/39	Adoptée à l'unanimité Présents : 26 Votants : 33 Pour : 33
---	--------------------------------	---

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2023, le 21 / 06 / 2024 ;

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2023

Constatant que le compte administratif présente :

☒ (1) Un excédent de fonctionnement de + 814.108,54 €

☐ (1) Un déficit de fonctionnement de _____

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

POUR MEMOIRE	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	_____
Excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	_____
Virement à la section d'investissement	_____
RESULTAT DE L'EXERCICE : EXCEDENT	_____
DEFICIT	_____
 EXCEDENT AU 31.12.2023	+ 814.108,54 €
Affectation Obligatoire	
• A l'apurement du déficit (report à nouveau débiteur)	_____
Déficit résiduel à reporter	_____
• A l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	_____
Solde disponible affecté comme suit :	
• Affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	800.000,54 €
• Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) (ligne 002)	14.108,00 €
Si nécessaire, par prélèvement sur le report à nouveau créditeur pour	
 DEFICIT AU 31.12. _____	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	
Reprise sur l'excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	
Déficit résiduel à reporter – budget primitif _____	
Excédent disponible (voir A – Solde disponible)	
 C) LE CAS ECHEANT, AFFECTATION DE L'EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	

Questions/Echanges :

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2023	Délibération n° 2024/40	Adoptée à l'unanimité Présents : 26 Votants : 33 Pour : 33
--	--------------------------------	---

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2023, le 21 / 06 / 2024 ;

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2023 ;

Constatant que le compte administratif présente :

- ☒ (1) Un excédent de fonctionnement de + 2.190.270,83 €
☐ (1) Un déficit de fonctionnement de _____

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

POUR MEMOIRE	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	_____
Excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	_____
Virement à la section d'investissement	_____
RESULTAT DE L'EXERCICE : EXCEDENT	_____
DEFICIT	_____
 EXCEDENT AU 31.12.2023	+ 2.190.270,83 €
Affectation Obligatoire	
• A l'apurement du déficit (report à nouveau débiteur)	_____
Déficit résiduel à reporter	_____
• A l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	_____
Solde disponible affecté comme suit :	
• Affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	1.940.000,00 €
• Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) (ligne 002)	250.270,83 €
Si nécessaire, par prélèvement sur le report à nouveau créditeur pour	
 DEFICIT AU 31.12. _____	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	
Reprise sur l'excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	
Déficit résiduel à reporter – budget primitif _____	
Excédent disponible (voir A – Solde disponible)	
C) LE CAS ECHEANT, AFFECTATION DE L'EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	

Questions/Echanges :

SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE BUDGET SUPPLEMENTAIRE EXERCICE 2024	Délibération n° 2024/41	Adoptée à l'unanimité Présents : 26 Votants : 33 Pour : 33
--	--------------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée le Budget Supplémentaire 2024 du Service public de l'Alimentation en Eau Potable.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

- ✎ Adopte le Budget Supplémentaire 2024 du Service public de l'Alimentation en Eau potable qui s'équilibre à 14.108 € en section d'exploitation et à 2.539.373 € en section d'investissement.

Questions/Echanges :

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT BUDGET SUPPLEMENTAIRE EXERCICE 2024	Délibération n° 2024/42	Adoptée à l'unanimité Présents : 26 Votants : 33 Pour : 33
---	--------------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée le Budget Supplémentaire 2024 du Service public de l'Assainissement.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

- ✎ Adopte le Budget Supplémentaire 2024 du Service public de l'Assainissement qui s'équilibre à 271.256 € en section d'exploitation et à 5.161.677 € en section d'investissement.

Questions/Echanges :

2. SERVICES PUBLICS DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT EXERCICE 2023	Délibération n° 2024/43	Adoptée à l'unanimité Présents : 27 Votants : 34 Pour : 34
---	--------------------------------	---

Vu l'Article D 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur l'obligation pour un établissement public de coopération intercommunale de présenter, au plus tard dans les neuf mois de l'exercice concerné, un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;

Vu l'Article D 2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur l'obligation qui incombe aux collectivités membres de l'établissement public de coopération intercommunale de présenter le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ;

Considérant que les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif établis au titre de l'exercice 2023 ont été mis à la disposition des délégués au siège et sur le site Internet du Syndicat ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'Article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales les rapports ont été examinés par les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunis le 17 Septembre 2024 ;

Le Président invite les délégués à délibérer sur les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif établis par la collectivité au titre de l'exercice 2023.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. n'émet aucune observation sur les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif établis par la collectivité au titre de l'exercice 2023.
2. Dit que, conformément à la réglementation en vigueur, les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif établis au titre de l'année 2023 seront transmis à l'ensemble des collectivités membres.

Questions/Echanges :

- En eau potable :

Le taux de renouvellement moyen sur 5 ans (0,85 %) est supérieur à la moyenne nationale (0,63 %). La question de la disponibilité de la ressource en eau est abordée en particulier dans l'analyse des documents d'urbanisme en cours d'élaboration.

Le SIAEPA s'est engagé à diminuer les prélèvements dans la nappe de l'Eocène Centre (déficitaire) en réalisant un nouveau forage à MARCENAI. Le volume global annuel prélevé qui devrait être autorisé s'approche ainsi d'environ 4,6 millions de m³, assurant en premier lieu, la substitution et, ensuite, l'accueil d'environ 6500 personnes supplémentaires à l'échelle du territoire.

Les SCOT doivent prévoir un développement en conformité avec cette disponibilité. Le SIAEPA ne maîtrise pas les autorisations de prélèvement.

- En assainissement :

L'extension de la station d'épuration de CAVIGNAC est au centre des études en cours. La question de l'acceptabilité et de la préservation du milieu récepteur (la Saye) est un point bloquant. Le Président demande que tout soit mis en œuvre pour faire aboutir ce dossier.

La problématique des entrées d'eau parasite dans les réseaux d'assainissement, phénomène particulièrement marqué en 2023, est analysée au moyen de contrôles effectués par la SOGEDO et des diagnostics engagés par le SIAEPA.

RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2023	Délibération n° 2024/44	Adoptée à l'unanimité Présents : 27 Votants : 34 Pour : 34
---	--------------------------------	---

Vu l'Article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que *"Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'EPCI sont entendus. Le président de l'EPCI peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier"*.

Vu le rapport d'activité établi au titre de l'année 2023 ;

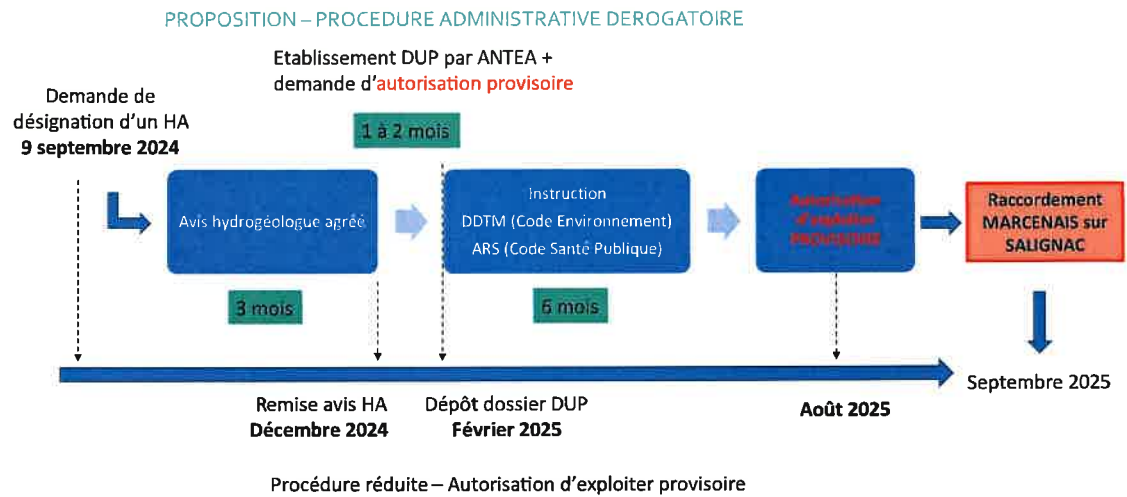
Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Prend acte de la présentation du rapport d'activité établi au titre de l'année 2023.
2. Dit que, conformément à la réglementation en vigueur, le rapport d'activité établi au titre de l'exercice 2023 sera transmis aux maires des communes du territoire syndical et aux présidents des communautés de communes membres.

Questions/Echanges :

3. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

FORAGE DE MARCENAI	Rapport d'étape
--------------------	-----------------



Questions/Echanges :

STATION DE TRAITEMENT DES BILLAUX REHABILITATION GENIE CIVIL ET AMELIORATION DU TRAITEMENT CONSULTATION	Délibération n° 2024/45	Adoptée à l'unanimité Présents : 27 Votants : 34 Pour : 34
--	-------------------------	---

Considérant les conclusions du diagnostic du génie civil de la station de traitement de l'eau potable des Billaux, réalisé en avril 2022, qui mentionnent des désordres résultant d'un vieillissement normal des ouvrages et devant être traités à court terme ;

Considérant les analyses réalisées sur l'eau brute et l'eau distribuée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) mentionnant une eau agressive ;

Vu l'étude réalisée en juillet 2024 par le Cabinet MERLIN, maître d'œuvre ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0283 du 7 Décembre 2023 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Considérant le montant des travaux relatifs à la réhabilitation du génie civil des ouvrages et à l'amélioration du traitement estimé à environ 320 000 € HT par le Cabinet MERLIN au stade d'avant-projet ;

Le Président propose de lancer une consultation selon la procédure adaptée en vue de retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises en charge de la réalisation des travaux de réhabilitation du génie civil et d'amélioration du traitement de la station de traitement des Billaux.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée en application Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique en vue de retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises en charge de la réalisation des travaux de réhabilitation du génie civil et d'amélioration du traitement de la station de traitement des Billaux.
2. Demande au Cabinet MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises qui fixera les qualifications et certifications obligatoires pour la réalisation de l'opération.
3. Dit que les dépenses sont inscrites au Budget Primitif du service public de l'Alimentation en Eau Potable de l'exercice 2024.
4. Autorise le Président à signer toutes les pièces destinées à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

Questions/Echanges :

DEPLOIEMENT DE LA TELERELEVÉ	Rapport d'étape
------------------------------	-----------------

INDICATEURS	Année 2023	Semaine 9/24	Semaine 22	Semaine 27	Semaine 35	Semaine 38
		Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
Nombre total compteurs	25493					
Nombre compteurs opérationnels		1286	5480	6819	7507	7705
Nombre de compteurs renouvelés	200	2438	5686	7487	8712	9322
Total des compteurs renouvelés		2638	5886	7687	8912	9522
Total compteur Equipés		2797	6524	8317	9384	9879
Sinistres		5	7	7	8	0
Carte T distribuées	0	678	1819	2372	2620	2794
Rendez-vous pris	350	100	1302	1947	2249	2843
Absents		467	1370	1824	1994	2111
Insalubres		56	159	100	102	238
Non conformes, inondé, fuite		73	80	86	97	131
Refus		2	11	18	18	25
						30%
						37%
						39%
						30%
						102%
						23%

Questions/Echanges :

- Concernant les refus :
Les élus demandent à la SOGEDO de leur communiquer les noms des abonnés et motifs des refus. Ils proposent de se rapprocher des personnes en question pour échanger avec elles et les inciter à accepter ce nouveau dispositif.
- Concernant la survenance de fuites après l'intervention des agents de la SOGEDO :
-> Quelques cas isolés sont effectivement signalés. Les réparations sont effectuées dès réception de l'alerte, les surconsommations liées aux fuites sont aussitôt déduites de la facture des abonnés concernés.
-> Les élus demandent que ce possible désagrément soit précisé lors des réunions publiques.

4. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ASSAINISSEMENT COLLECTIF MISE EN PLACE D'UN CONTROLE OBLIGATOIRE DE BRANCHEMENT EN CAS DE MUTATIONS FONCIERES	Délibération n° 2024/46	Adoptée à l'unanimité Présents : 27 Votants : 34 Pour : 34
---	-------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L 2224-8 et suivant relatifs au service de l'Assainissement ;

Vu les articles L 2224-12-2 et suivants relatifs à la redevance du service de l'assainissement collectif ;

Vu le Code Civil ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement nationale pour l'environnement ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'Article L 1331-1 qui mentionne l'obligation pour les propriétaires d'un immeuble raccordable au réseau public d'assainissement de s'y raccorder dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte ;

Vu l'article L 1331-4 qui stipule que les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L 1331-1 de ce même code ;

Vu l'article L 1331-8 qui dispose que tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L 1331-1 à L 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau... ;

Vu la délibération n° 2023/08 du 3 février 2023 prise en application de l'article susvisé actant la décision, à partir du 1^{er} mars 2023 :

- "d'instaurer une pénalité financière au propriétaire de l'immeuble tant qu'il ne se conforme pas aux prescriptions fixées aux articles L 1331-1 à L 1331-7 du Code de la Santé Publique et au règlement du service de l'assainissement collectif à partir du 1^{er} mars 2023 Afin de préserver l'environnement ;
- d'astreindre les propriétaires concernés au paiement de la pénalité [...] à l'issue d'un délai d'une année démarrant soit à la notification de la non-conformité soit à l'expiration du délai accordé pour le raccordement" ;

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement Collectif en vigueur sur le territoire syndical ;

Considérant que, dans le cas où le propriétaire et l'occupant de l'immeuble sont distincts, l'obligation de disposer d'un branchement conforme incombe au seul propriétaire de l'immeuble et non à l'occupant ;

Afin de protéger le vendeur et l'acheteur d'éventuels vices cachés et permettre à l'acquéreur de prévoir et financer les travaux le cas échéant ;

Considérant que l'instauration d'un contrôle systématique lors des mutations foncières constitue un moyen opérationnel permettant de régulariser les situations de non-conformité ;

Considérant que le syndicat est régulièrement sollicité par les notaires et les particuliers lors des cessions de logements sur le territoire ;

Afin d'améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement en limitant les intrusions d'eaux claires parasites ;

Après avis favorable des membres du bureau réunis le 16 Septembre 2024 ;

Le Président propose :

1. de rendre les contrôles de raccordement au réseau d'eaux usées obligatoires lors de toute mutation foncière (donation, succession, vente).
2. d'appliquer cette disposition sur l'ensemble du territoire au plus tard le 1^{er} juillet 2025.
3. d'acter les modalités d'application et de fixer le coût du contrôle lors d'un prochain conseil syndical.

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

1. Valide le principe d'obligation de réalisation d'un contrôle de conformité du raccordement des installations privées au réseau d'assainissement collectif lors de toute mutation foncière réalisée dans un secteur desservi par le réseau d'assainissement collectif.
2. Décide de l'application de cette disposition au plus tard le 1^{er} Juillet 2025.
3. Dit que les modalités d'application et la fixation du coût du contrôle seront précisées dans une prochaine délibération.

Questions/Echanges :

- Le SIAEPA confirme que les contrôles des branchements ont pour partie vocation à détecter les eaux claires parasites en domaine privé.

- Les volumes d'eaux claires parasites sont estimés, pour chaque système d'assainissement, grâce au diagnostic permanent. Aujourd'hui, seules les communes reliées à la station d'épuration de Porto sont équipées, celles de CAVIGNAC, GALGON et LUGON & L'ILE DU CARNEY le seront d'ici fin 2024.

Les diagnostics périodiques viennent compléter ces informations.

-> Les élus proposent que les secteurs les plus pourvoyeurs d'eaux claires parasites soient abordés en commission "assainissement".

- La question de la gestion et de la conformité des compteurs "jardin" est ensuite soulevée.

-> la SOGEDO est sollicitée pour communiquer la liste.

-> l'aspect réglementaire sur ces compteurs sera regardé afin de savoir dans quelles conditions ils peuvent être supprimés

**OPERATION GROUPEE DE MISE EN CONFORMITE
DES BRANCHEMENTS PRIVES**

Etat d'avancement

**Etape 1 :
Etablissement de la liste
des bénéficiaires**

- 4 juin 2024, liste validée par les membres de la commission assainissement
- 84 propriétaires identifiés



**Etape 2 :
Envoi du courrier
de proposition d'aide**

- 17 juin 2024
- Date butoir de réponse : 12 juillet 2024
- Relance : 1^{er} Août 2024



**Etape 3 :
Transmission des dossiers
à l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE**

- 12 Août 2024
- 14 dossiers déposés
- Montant total des devis : 64 457 € HT



**Etape 4 :
Décision d'attribution des aides**

Novembre/Décembre 2024

**Prochaines étapes
1^{er} semestre 2025**

1. Notification de la décision d'aide aux propriétaires et autorisation d'engagement des travaux
2. Réalisation des travaux/vérification de la conformité par la SOGEDO
3. Transmission de la facture acquittée et du rapport établi à l'issue du contrôle à l'AEAG
4. Encaissement puis reversement de la subvention de 50 % aux propriétaires

Asques :	1
Galgou :	1
Peujard :	1
St André de Cubzac :	6
St Gervais :	1
St Michel de Frontzac :	2
Val de Virvée :	1
Virzac :	1

Questions/Echanges :

- La subvention s'élève à 50 % du montant HT des travaux retenus par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
-> Il est précisé que la procédure relative à l'application des pénalités va être engagée auprès des personnes qui n'ont ni déposé un dossier ni informé les services de situations particulières.

5. ACTION DE COOPERATION INTERNATIONALE

ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT DES POPULATIONS DEFAVORISEES COOPERATION INTERNATIONALE	Délibération n° 2024/47	Adoptée à l'unanimité Présents : 27 Votants : 34 Pour : 34
---	-------------------------	---

Vu la Loi n° 2005-95 du 9 Février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement dite "Loi Oudin-Santini" ;

Vu l'Article L 1115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que *"les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement ou du service public de distribution d'électricité et de gaz peuvent, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans le cadre des conventions prévues à l'article L. 1115-1, des actions d'aide d'urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et de la distribution publique d'électricité et de gaz"* ;

Vu le XI^{ème} programme pluriannuel d'intervention de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE applicable durant la période du 1^{er} Janvier 2019 au 31 Décembre 2024 ;

Vu la délibération n° DL/CA/18-74 prise par les membres du Conseil d'Administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE réunis le 12 Novembre 2018 portant sur les modalités et conditions d'attribution des aides en matière de coopération internationale ;

Vu le bilan positif des quatre opérations menées dans treize villages togolais en partenariat avec l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU et l'ONG togolaise O.RE.P.SA (Organisation REgionale pour la Promotion Sociale et Agricole) avec le soutien financier de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE ;

Vu l'audit réalisé par l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU, présenté à l'assemblée convoquée le 21 juin 2024, qui conclut au bon état général et au bon fonctionnement des forages et latrines, à une nette amélioration de la situation sanitaire et à une chute du taux d'absentéisme à l'école qui touchait particulièrement les filles ;

Vu le dossier déposé par l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU qui concerne deux écoles situées dans la région des savanes au TOGO, villages de NAYERGOU et BIERBOSSOU ;

Vu le plan de financement prévisionnel de l'opération estimée à 81.606 € joint à la présente délibération ;

Considérant que le projet contribue à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable "eau propre et assainissement" qui vise à garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau potable et d'assainissement gérés de façon durable ;

Le Président propose :

- de poursuivre l'action de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement dans la région des Savanes au TOGO ;
- de renouveler son partenariat avec l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU et l'ONG togolaise O.RE.P.SA (Organisation REgionale pour la Promotion Sociale et Agricole) ;

- de s'engager dans la réalisation d'un cinquième projet de solidarité au TOGO qui concerne deux écoles situées dans les villages de NAYERGOU et BIERBOSSOU ;
- de désigner Madame Christiane BOURSEAU, Vice-Présidente en charge de l'environnement, de la communication, des relations extérieures et des actions de coopération internationale, comme personne chargée du suivi de l'opération projetée au TOGO ;
- de participer financièrement au projet d'un montant de 81.606 € en versant à l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU une aide d'un montant de 8.000 €.

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

1. Accepte que le SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS s'engage dans la réalisation d'un cinquième projet de solidarité au TOGO en partenariat avec l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU et l'ONG togolaise O.RE.P.SA (Organisation Régionale pour la Promotion Sociale et Agricole).
2. Accepte de participer financièrement au projet d'un montant de 81.606 € en versant à l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU une aide d'un montant de 8.000 €.
3. Désigne Madame Christiane BOURSEAU, Vice-Présidente en charge de l'environnement, de la communication, des relations extérieures et des actions de coopération internationale, comme personne chargée du suivi de l'opération projetée au TOGO.
4. Autorise le Président à signer tous documents utiles à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

Questions/Echanges :

QUESTIONS DIVERSES

- Bâche incendie / poteau incendie :

-> Rappel :

Le SIAEPA n'a pas la compétence défense incendie. Il autorise ou pas la mise en place d'un poteau incendie sur le réseau de distribution.

-> A la question posée sur la différence de régime de facturation entre une bâche incendie et un poteau incendie, il est répondu qu'une réflexion va être menée sur le sujet.

- Subvention station d'épuration de Porto – Conseil Régional Nouvelle Aquitaine :

Le Président rappelle que le syndicat a attaqué, devant le Tribunal Administratif, la décision de la Région, visant à supprimer l'aide FEDER octroyée dans le cadre des travaux d'extension de la station d'épuration de Porto, la Région intervenant comme gestionnaire des subventions européennes.

La clôture de l'instruction est fixée au 10 octobre, sauf dépôt de mémoire en réplique d'ici là qui prolongerait la phase d'instruction.

Les différents points de l'ordre du jour étant épuisés, le Président lève la séance à 11 h 15 et invite les délégués à prendre note de la date de la prochaine assemblée : **Vendredi 13 Décembre 2024 à 9 h 30 au siège du Syndicat.**

Florion GUILLAUD
Président

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DU
CUBZADAIS FLUSSADAIS

Catherine DELAGARDE
Secrétaire de séance

